



Inter-réseaux
Développement rural

Financement ou financiarisation du développement ? Approches globales, nationales et dans le secteur agricole

Paris – 6 novembre 2015

Lieu : AFD, Amphi du Mistral, 3 Place Louis Armand, 75012 Paris

**Présentation de la journée d'étude
organisée par le GEMDEV, le CIRAD & Inter-Réseaux**

Les transformations dans le financement du développement ont fait l'objet d'analyses menées dans le cadre du GEMDEV depuis le début de la décennie 2010 dont les résultats ont été publiés dans plusieurs revues. A partir d'approches disciplinaires différentes telles que l'économie, la science politique ou encore la sociologie, les transformations analysées ont porté sur les cas de la France et du Canada dans les secteurs de l'agriculture et des mines ainsi que sur les rôles croissants des pays émergents (en particulier Brésil et Chine). D'autres questionnements davantage transversaux se concentraient en particulier sur les rôles croissants donnés au secteur privé dans le financement du développement. La plupart de ces travaux ont été menées en partenariat entre des chercheurs du GEMDEV, du CIRAD et du CIRDIS (Université du Québec à Montréal-UQAM), avec la collaboration de plusieurs doctorants.

Depuis le début de la décennie 2000, la structure du financement du développement se caractérise par une croissance très nette des apports privés (plus de 70% des financements totaux en 2013 contre 60% dix ans auparavant), une érosion relative (en particulier pour les pays les plus pauvres) des apports d'aide publique au développement (APD) bilatéraux des pays membres du CAD/OCDE et une croissance des flux financiers dans le cadre de la coopération Sud-Sud (malgré la difficulté de mesurer ces flux avec précision).

Depuis 2014, au niveau de la gouvernance mondiale du financement du développement et en particulier de celle relative à l'APD une dynamique de discussion se construit pour à la fois préparer la conférence d'Addis Abeba sur le financement du développement tenue en juillet 2015, après celle de Monterrey en 2002, engager le post-2015 sur ce que seront les Objectifs de développement durable (ODD) et préparer la conférence de Paris en décembre 2015 dite COP21 sur le changement climatique¹.

Avec le soutien de :



**Inscription obligatoire avant le 29 octobre 2015 à 17h
Uniquement par mel adressé à colloque.gemdev@univ-paris1.fr**

¹ Paugam A. et al. (sld), Regards sur la Terre, 2015, Construire un monde durable. Armand Colin

Les documents préparatoires² ainsi que les conclusions³ de la réunion à Haut niveau tenue à l'OCDE les 15-16 décembre 2014 donnent des estimations des besoins de financement dans le cadre du post 2015 qui se chiffrent en trillions⁴ de dollars, montants qui ne peuvent évidemment être financés par la seule APD mondiale dont le niveau oscille entre 130 et 140 milliards \$ et qui ne devrait guère augmenter à moyen terme selon les prévisions du CAD/OCDE ou des Nations Unies. Dès lors, résoudre l'équation du besoin de financement post 2015⁵ oblige à se tourner vers la mobilisation potentielle d'autres sources : l'épargne publique et privée mondiale serait de l'ordre de 22 trillions \$, les actifs financiers mondiaux de l'ordre de 218 trillions \$, sans oublier la mobilisation des ressources fiscales au niveau national, un appel au secteur privé avec l'émission obligataire, la lutte contre l'évasion fiscale (lutte contre les paradis fiscaux, lutte contre la surestimation des prix de transferts des entreprises multinationales, etc.), la mobilisation des ressources venant des fondations (la plus emblématique étant la fondation Gates) et enfin la mobilisation des ressources des pays émergents et en particulier celles de la Chine.

Dans ce contexte de recours massif à des sources de financement diversifiées, le rôle même de l'APD va changer. En effet et d'une façon globale l'APD est « pensée » dans sa capacité à mobiliser ces autres sources qui viendraient du secteur privé. L'APD doit en premier lieu avoir des effets de levier sur de futurs financements privés ; ces fonds d'APD doivent être « catalytiques » selon l'expression consacrée dans la littérature internationale. Ils pourront se concrétiser dans des fonds de garantie aux investissements privés ou publics nationaux, en finançant de l'assistance technique afin de monter des fonds d'investissements privés, de favoriser la mise en place de fonds d'investissements...

D'une façon générale les réflexions en cours mais aussi les orientations que l'on peut percevoir de ces changements globaux font apparaître un élément central : il s'agit de construire des instruments financiers, de construire une ingénierie financière. La mobilisation croissante de ressources financières pour les pays les moins avancés en particulier est nécessaire eu égard aux besoins non satisfaits. Comment ces ressources croissantes vont-elles répondre aux grands enjeux (démographiques, de pauvreté, d'inégalités dans le développement territorial, de changement climatique) auxquels les pays sont confrontés ? Se dirige-t-on vers un financement maîtrisé par les pays ? Ces financements ne risquent-ils pas de se traduire dans une logique « autonome » qui est la leur à savoir la valorisation des placements des différents investisseurs ? Se dirige-t-on vers une « financiarisation » par la multiplication de ces instruments ou bien cette multiplication d'instruments est-elle nécessaire pour répondre aux besoins de financement des biens et services publics mais aussi aux besoins des petits producteurs ? Quelles sont les opportunités à saisir et les risques à éviter ?

La journée d'étude du 6 novembre 2015 organisée par le GEMDEV, le CIRAD et l'IR cherchera à instruire dans un premier temps ces changements de référentiels que l'on perçoit assez nettement dans plusieurs pays ainsi qu'au niveau de la gouvernance mondiale du financement du développement et dans un second temps l'impact de ces changements dans le domaine de l'agriculture et de l'agro-alimentaire. Le programme ci-dessous détaille les différentes thématiques et questions qui seront abordées au cours de cette journée.

² Report of the Intergovernmental Committee of Experts on Sustainable Development Financing. Final draft, 8 August 2014, United Nations

³ <http://www.oecd.org/dac/OECD%20DAC%20HLM%20Communique.pdf>.

⁴ 1 trillion = 1000 milliards de dollars.

⁵ On pourra se reporter aux documents publiés en 2014 dans le cadre de quatre séminaires qui se sont tenus à Paris et qui étaient initiés par la fondation Gates. Voir notamment :

. Tancrede Voituriez (Iddri et Cirad), Thierry Giordano (Cirad), Matthieu Boussichas (Ferdi)

Les défis du développement après 2015 : quelles implications pour l'aide publique au développement? IDDRI, Policy Brief, n°07/14 mars 2014

. Document de cadrage de l'atelier IDDRI-CIRAD-FERDI-GATES : «L'APD française et l'agriculture», Jean-Jacques Gabas, Vincent Ribier, Thierry Giordano (Cirad), Tancrede Voituriez (Cirad et Iddri), Sébastien Treyer (Iddri), 27 Janvier 2014